

À la veille des élections législatives, la Grèce face à un tournant majeur. Quelle politique pour les révolutionnaires ?

Après trois ans de récession économique et une avalanche de plans d'austérité toujours plus brutaux imposés par la troïka (FMI, UE, BCE), **les conditions de vie de la population grecque sont catastrophiques** : avalanche de licenciements, baisse terrible, voire non-paiement des salaires, 22% de chômeurs, 53% chez les jeunes, 28% sous le seuil de pauvreté, manque dramatique de médicaments pour les hôpitaux, de fournitures et d'énergie dans les services publics¹...

La résistance des travailleurs, des travailleuses et des jeunes, forgée par des années de luttes souvent victorieuses contre les contre-réformes dans les années 2000, a été exceptionnelle : 17 journées de grève interprofessionnelle en deux ans, des manifestations record dans tout le pays, un puissant mouvement des indignés et d'occupation des places, un début d'auto-organisation, un développement du syndicalisme de base en rupture avec les centrales réformistes, des grèves sectorielles et quelques remises en marche d'établissements sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes... Cela a conduit à une crise politique sans précédent avec la démission forcée de Papandréou cet automne, la mise en place d'un gouvernement de technocrates, puis d'un gouvernement d'unité nationale. La bourgeoisie n'est plus capable d'assurer son hégémonie au moyen de l'alternance gestionnaire et clientéliste du PASOK (parti socialiste) et de la Nouvelle démocratie (droite), qui avaient dominé la vie politique depuis la chute de la dictature en 1974.

Mais la dynamique des luttes n'a pas permis d'empêcher les plans d'austérité et les réformes structurelles. Elle a fini par stagner parce que les directions syndicales liées au PASOK, les staliniens du KKE, et les réformistes de Syriza ont refusé, chacun à sa façon, de combattre pour une issue politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Et celle-ci, trop longtemps dirigée par le PASOK (surtout les travailleurs du public, très nombreux en Grèce) et par le KKE (surtout le prolétariat industriel), n'est pas parvenue à trouver de voie indépendante qui lui permettrait d'exploiter en sa faveur la crise du régime.

Ensuite, l'annonce et la campagne des législatives depuis fin mars ont largement interrompu les mobilisations : une partie de celles et ceux qui avaient participé vainement aux luttes ne sont pas allés voter, mais **beaucoup ont placé leurs espoirs dans une issue électorale en votant notamment pour Syriza** aux dépens du PASOK. La raison en est que Syriza (l'équivalent du Front de gauche, mais qui n'a jamais gouverné) s'est prononcée clairement pour le refus du mémorandum européen, des nouvelles privatisations, pour la restauration des conventions collectives, pour l'augmentation des salaires) et s'est clairement déclarée candidate au pouvoir. De son côté, le KKE (parti communiste grec), tout en défendant un programme plus radical, défend lui aussi une perspective électoraliste depuis deux ans et s'enferme dans l'auto-proclamation et le sectarisme en refusant tout front unique ouvrier, même dans les luttes. Enfin, la petite bourgeoisie (très nombreuse en Grèce) et les habitants des campagnes se sont divisés entre ceux qui ont renouvelé leur confiance envers la Nouvelle démocratie et ceux qui ont exprimé leur rejet de la Troïka en votant pour la droite populiste anti-mémorandum (Grecs indépendants), voire pour les néo-nazis (Aube dorée)².



Tsipras entouré par Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) le 21 mai à Paris

¹ Cf. nos informations suivies et nos analyses depuis début 2009 : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/search.php?keyword=Grèce>

² Cf. notre analyse détaillée des élections du 6 mai : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=360>

Les trois scénarios possibles à l'issue du scrutin

Le résultat des législatives du 6 mai n'ayant pas permis la constitution d'un nouveau gouvernement, de nouvelles élections auront lieu ce dimanche 17 juin. C'est sans doute l'une des dernières cartouches du régime pour tenter de se maintenir d'une manière ou d'une autre. Il y a en effet trois solutions :

1) Le résultat peut n'être guère différent de celui du 6 juin, c'est-à-dire que le pays resterait ingouvernable. En ce cas, il serait certes possible de convoquer encore de nouvelles élections, mais nul doute que cela saperait définitivement les dernières bases du régime et que l'option d'un coup de force autoritaire deviendrait une hypothèse sérieuse pour la bourgeoisie, quel qu'en soit le prix. Ce scénario est cependant le moins probable, car le débat s'est polarisé entre Syriza et la Nouvelle Démocratie, qui devraient chacune sensiblement améliorer leur score.

2) La Nouvelle démocratie peut constituer un gouvernement de coalition dont la tâche serait l'application coûte que coûte du plan d'austérité. Mais cela entraînerait probablement une reprise des luttes, que le gouvernement, fraîchement investi par les urnes, n'hésiterait pas à réprimer beaucoup plus durement que cela n'a été fait jusqu'à présent. Ce serait la reprise d'une course de vitesse entre la dynamique des luttes et la préservation du régime par une fuite en avant dans la violence sociale et policière.



Le dirigeant de la Nouvelle Démocratie, Samaras (à gauche) avec le dirigeant du PASOK, Venizelos (à droite)

3) Syriza peut constituer un gouvernement de coalition avec des forces situées à sa droite comme DIMAR (Gauche démocratique, ancien courant droitier de Syriza), voire avec des populistes de droite opposés au mémorandum européen (Grecs indépendants). Or Syriza, qui a toujours défendu un projet fondé sur le maintien du capitalisme et l'appartenance à l'UE, a renoncé à des points clés de son propre programme depuis le 6 mai pour rassurer les banques et les marchés. Son dirigeant Tsipras a ainsi annoncé son intention de renégocier avec l'UE les conditions des prêts européens. Syriza ne réclame plus la nationalisation des banques qu'elle exigeait il y a encore quelques semaines (et qui n'était déjà pas leur expropriation sans indemnités ni rachat, bien qu'elles avaient déjà été recapitalisées par l'argent public !); mais il parle désormais d'un simple « contrôle » par l'État du système bancaire avec la constitution d'un « pôle public ». De même, elle ne promet plus d'annuler toutes les mesures d'austérité prises depuis deux ans, mais seulement de rétablir les salaires au niveau où ils étaient avant février 2012. Et, aujourd'hui comme hier, elle refuse de se prononcer pour la rupture avec l'Union européenne, ne cessant au contraire de marteler sa volonté de rester à tout prix dans l'UE et dans la zone euro.

Faute de vouloir rompre avec le capitalisme et l'UE, la direction de Syriza se condamne à mettre en place des mesures d'austérité certes moindres dans l'immédiat que celles de l'actuel mémorandum, mais aussi moins efficaces pour « assainir » le capitalisme grec, ne permettant donc aucune issue à la crise dans le cadre du système et rendant par là même inévitables des mesures plus dures encore par la suite. Cette « austérité de gauche » ne pourrait donc que semer le désarroi et la colère parmi les masses, mettant à l'ordre du jour leur radicalisation à gauche et/ou la montée en puissance du fascisme comme dernier recours pour la bourgeoisie.

Quelle orientation pour les révolutionnaires ?

C'est dans ce contexte extrêmement difficile que les anticapitalistes et les révolutionnaires doivent élaborer leur orientation politique propre, combinant défense de leur propre programme, initiative dans les luttes, interpellation des réformistes en vue d'un front unique ouvrier, soutien aux pas en avant que feraient les réformistes sous la pression des masses. Il revient évidemment aux révolutionnaires grecs de mener ce combat, mais c'est une question qui concentre aujourd'hui l'attention des révolutionnaires du monde entier et appelle à confronter ouvertement les propositions des uns et des autres.

1) Propagande révolutionnaire et combat politique contre les réformistes

Il est indispensable de défendre un programme politique indépendant, axé sur l'indépendance de la classe ouvrière, s'appuyant sur les luttes, développant l'auto-organisation, fixant l'objectif de la rupture avec le capitalisme par un gouvernement des travailleurs, des travailleuses et des jeunes. Cela passe par une intensification de la propagande, par des initiatives dans la lutte des classes et dans les syndicats, et par le combat politique contre les réformistes. En particulier, il est hors de question de semer des illusions envers Syriza : il faut au contraire dénoncer ses capitulations, les garanties qu'elle donne à l'UE et aux banques, son refus de rompre avec le capitalisme.

De ce point de vue, **nous soutenons l'orientation d'Antarsya** (coalition d'organisations anticapitalistes qui regroupe plus de 3 000 militants) qui a refusé de soutenir le programme de plus en plus droitier de Syriza, mais a choisi de défendre un programme anticapitaliste et d'en appeler aux mobilisations. **Nous condamnons en revanche la déclaration du « Bureau Exécutif de la Quatrième Internationale »** (ex-« Secrétariat unifié », auquel participe la direction des principaux courants du NPA) : il appelle à soutenir sans conditions le programme de Syriza (en le présentant de manière déformée !) et se prononce pour la constitution d'un gouvernement Syriza-KKE-Antarsya dans le cadre des institutions pour le mettre en œuvre. Cette position est inacceptable parce qu'elle revient à soutenir un programme qui refuse de se prononcer pour l'annulation pure et simple de la dette, pour l'expropriation et la nationalisation des banques, pour la rupture avec l'UE et le capitalisme. **Nous soutenons au contraire les camarades de la section grecque de la Quatrième Internationale, l'OKDE-Spartakos** que le Bureau exécutif n'a même pas pris le peine de consulter avant de se prononcer sur leur pays, au mépris des règles élémentaires de l'internationalisme organisé ! L'OKDE-Spartakos participe à Antarsya où elle défend globalement des positions révolutionnaires (pour autant que nous puissions en juger, puisque la plupart de ses textes ne sont pas traduits), a parfaitement raison de protester sur la forme comme sur le fond.

2) Soutien à tout pas en avant que ferait Syriza

En même temps, à l'encontre de tout gauchisme, il va de soi que les révolutionnaires ne mettent pas sur le même plan Syriza, qui est une organisation du mouvement ouvrier, et les organisations de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils doivent participer aux premiers rangs du combat contre les calomnies que la bourgeoisie et ses médias déversent sur Syriza pour terroriser le peuple grec en agitant le spectre du chaos. **Et il faudra soutenir tout pas en avant, même partiel, que Syriza au pouvoir serait amenée à faire** pour respecter son programme (refus du mémorandum, refus de nouvelles privatisations, remise en place des conventions collectives, augmentation des salaires...) et surtout sous la pression directe des masses.

3) Combat pour le front unique ouvrier, y compris sur la question du pouvoir

Enfin, comme depuis le début de la crise, il faut se battre pour un front unique ouvrier en posant les questions politiques clés de la situation. Cela implique **l'interpellation des syndicats, de Syriza et du KKE pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier afin de dynamiser la mobilisation des masses**. C'est nécessaire en général pour les luttes contre l'austérité, contre les licenciements, pour les salaires. C'est nécessaire aussi pour le combat contre les fascistes, qui se livrent désormais quotidiennement à des violences armées contre les immigrés, les militants et les militantes : une des tâches majeures du moment est de résister et de riposter par la constitution de brigades du mouvement ouvrier équipées et armées au même degré que les fascistes, afin de protéger les quartiers populaires, les locaux du mouvement ouvrier, les

grèves et les manifestations.

Mais **le front unique ouvrier doit aller aujourd'hui jusqu'à apporter une réponse à la question du pouvoir, puisque celle-ci est posée aujourd'hui par les élections** qui interviennent pour tenter de sauver le régime. C'est pourquoi il faut appeler les syndicats, Syriza et le KKE à s'unir sur la base d'un programme pour le pouvoir, partant des revendications immédiates et exigeant l'annulation de la dette, l'expropriation des banques et des grands groupes capitalistes (qui, comme les armateurs, refusent de payer des impôts sur leurs profits !), l'augmentation des salaires, l'arrêt des licenciements, l'embauche des chômeurs par la réduction du temps de travail... Et nous devons dire clairement qu'un tel gouvernement devra, pour mettre en place ces mesures, rompre avec l'Union européenne, sortir de l'euro, instaurer une monnaie nationale inconvertible et contrôler strictement les flux financiers et commerciaux avec l'extérieur.

Certes, ni Syriza, ni le KKE ne veulent d'un tel programme. Mais, ce sont eux qui dirigent le mouvement ouvrier et, aux yeux des masses, ils ont le prestige dû au rôle important qu'ils ont joué dans les mobilisations contre l'austérité depuis deux ans – même s'ils sont aussi responsables de leur canalisation électorale. Ils semblent d'autant plus courageux qu'ils subissent tous les jours les calomnies de la bourgeoisie et des médias. De plus, le KKE, s'il refuse le front unique, défend un programme anti-UE et formellement anticapitaliste, joue encore un rôle central dans le prolétariat industriel et n'est pas négligeable même électoralement. Et Syriza, moins forte comme organisation, bénéficie aujourd'hui de l'espoir électoral des masses en rupture avec le PASOK, parce qu'elle est clairement candidate au pouvoir sur la base d'un refus du mémorandum européen et d'une dénonciation de la dette et des banques. C'est pourquoi il est indispensable que les anticapitalistes et révolutionnaires s'adressent à ces partis, tout en combattant frontalement leurs capitulations envers les capitalistes.

Il n'y a pas d'autre voie pour dialoguer avec les militantes et les militants de ces organisations, avec les travailleurs, les travailleuses et les jeunes qui leur font confiance. **La propagande révolutionnaire est indispensable, mais elle ne peut pas suffire, elle doit s'accompagner de propositions concrètes qui aillent jusqu'à la question clé du pouvoir, puisque celle-ci est posée en Grèce.** Même si Syriza arrive au pouvoir par les élections, il faudra combiner la dénonciation de ses capitulations annoncées avec l'exigence que, au lieu de mener les travailleurs dans une impasse catastrophique, elle rompe avec la bourgeoisie. Il faudra tout faire pour en appeler aux masses, qui seules peuvent faire pression en ce sens. C'est la condition pour obtenir si possible quelques avancées et au moins pour que les masses puissent politiser leur expérience du réformisme et trouver la voie de la radicalisation. C'est la condition pour empêcher que cette expérience conduise au contraire à l'apathie et au désarroi, qui ne peuvent que nourrir la dangereuse montée en puissance de l'extrême droite.

La situation en Grèce recèle toutes les possibilités d'une situation pré-révolutionnaire. Avec la crise du régime, tout peut aller très vite. La clé de la situation est dans les mains de la classe ouvrière. Et elle seule peut entraîner dans le combat les petits paysans, artisans et commerçants spoliés par les banques et l'austérité, qu'il faut arracher à la tentation de l'extrême droite. Les révolutionnaires ont un rôle majeur à jouer, qui doit combiner la propagande la plus intransigeante, les initiatives les plus audacieuses dans la lutte des classes et la tactique la plus souple à l'égard des masses et des organisations du mouvement ouvrier. Cela passe par la constitution d'un parti révolutionnaire unifié avec droit de tendances, qui s'appuie sur les acquis d'Antarsya (constituée en 2009) et approfondisse les discussions programmatiques, stratégiques et tactiques, tout en s'adressant aux autres courants anticapitalistes et révolutionnaires.

Ludovic Wolfgang